

d'inculquer aux troupes est un comportement d'armée en pays conquis

Pour ces stratèges bourgeois, le danger vient évidemment de l'Est. Dans cette hypothèse, ils supposent qu'ils auraient d'abord à faire à un "ennemi intérieur". A les croire,

cet ennemi intérieur serait devenu un des ennemis principaux.

La défense du territoire passe ainsi par le contrôle et l'occupation du pays, et le tri des citoyens à l'aide du fichage et du quadrillage policiers.

L'ARMÉE contre les TRAVAILLEURS

L'armée ne se prépare pas seulement à défendre le Capital dans les grandes occasions,

C'est une de ses missions permanentes de s'opposer aux travailleurs et à leurs luttes.

Cette mission s'affirme lors des grèves: à chaque fois que la police puis les forces de répression spéciale sont débordées

c'est à l'armée que sont attribuées les tâches de maintien de l'ordre.

Mais plus souvent, la troupe est requise pour remplacer les grévistes afin de briser les grèves. Pour en donner un exemple, il n'est pas besoin de remonter à la grande grève des cheminots de 1920. Dans Paris, les canions militaires remplaçant les autobus ou les bennes des éboueurs sont un spectacle habituel.

(voir page suivante)

- les lycéens contre l'armée -

Personne n'en parle: l'heure est à la farce électorale, pas aux luttes, surtout celles de la jeunesse qui est censée ne pas faire de politique.

Et pourtant à Cachan, Marseille, Orléans, Paris, La Ciotat, des lycées sont entrés en grève, pour l'abrogation de la "loi Debré".

La loi Debré, entrée en vigueur en janvier 73, c'est la suppression du système des sursis au service militaire. Désormais tout jeune sera incorporé entre 18 et 21 ans.

Le 1er Mars, le premier contingent frappé par cette loi doit rejoindre les casernes; c'est cette échéance qui a déclenché les grèves.

Pourquoi lutter contre la suppression des sursis ?

Il ne s'agit pas de se battre pour conserver un privilège à ceux qui peuvent poursuivre des études. Les grévistes ne réclament pas le rétablissement de l'ancien sursis, mais son extension à tous les jeunes qui le désirent.

Il s'agit de lutter contre deux projets du gouvernement :

- en coupant les études des jeunes par un an de service, forcer la jeunesse à choisir des études courtes (IUT..), plus rentables pour le patronat.
- et surtout, prendre les jeunes le plus tôt possible, pour mieux les abrutir.

général
Vouyoux,
le 9/4/1969
au journal
"Carre Four".

"La famille et la religion font aujourd'hui défaut pour apporter à nos jeunes le pain des nécessités morales et civiques. L'école devra s'associer à l'armée, qui, par l'âge où elle reçoit la jeunesse, doit être le lieu où se forme définitivement l'homme et le citoyen."

Aujourd'hui, avant 21 ans, tous les jeunes partiront donc pour ce régiment où on compte 400 tentatives de suicides par an, où on apprend à briser les grèves et à bien obéir.

Les jeunes ne l'acceptent pas. Ils n'attendent pas non plus une hypothétique "démocratisation" de l'armée bourgeoise. Le 27, une journée nationale d'action doit les unir dans la lutte.